

ASSEMBLÉE NATIONALE

19 septembre 2023

PROGRAMMATION DES FINANCES PUBLIQUES 2023-2027 - (N° 530)

Rejeté

AMENDEMENT

N ° CF7

présenté par

M. Philippe Brun, M. Baptiste, M. Mickaël Bouloux, Mme Pires Beaune, Mme Rabault et les membres du groupe Socialistes et apparentés (membre de l'intergroupe Nupes)

ARTICLE 6

Supprimer cet article.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement des députés Socialistes et apparentés propose de supprimer l'article 6.

Sauf incompréhension de notre part, cet article prévoit, dès aujourd'hui, la perte de 64 milliards de ressources pour l'État :

- 7 milliards par an à compter de 2023, soit 35 milliards sur le quinquennat
- 5 milliards par an à compter de 2024, soit 20 milliards sur le quinquennat
- 1.5 milliard par an à compter de 2025, soit 4.5 milliards sur le quinquennat
- 1.5 milliard par an à compter de 2025, soit 3 milliards sur le quinquennat
- 1.5 milliard par an à compter de 2026, soit 1.5 milliard sur le quinquennat

En outre, cela signifie, à partir de 2027, que l'État aura acté la diminution de ses recettes d'un montant de 16.5 milliards par an.

Le quinquennat précédent a déjà désarmé l'État d'environ 60 milliards d'euros de recettes par an (dont plus de la moitié ont constitué des cadeaux aux grandes entreprises), au point que les finances publiques seraient aujourd'hui « à l'euro près ». Cela justifierait la nécessité de la réforme des retraites, alors pourtant qu'elle ne permettrait que 8 à 9 milliards d'économie sur le quinquennat selon Bruno Le Maire, à mettre en lumière avec les 64 milliards de désarmement acté par le présent article.

Cette stratégie politique a un nom, « starve the beast », « affamer la bête », elle a été pensée par les conseillers du néo-conservateur Ronald Reagan, en cinq actes :

- Désarmer la puissance publique, notamment en fragilisant sa situation financière
- Constaté avec une surprise feinte qu'il n'y a plus d'argent
- Mettre en place des plans d'économies telle que la présente loi de programmation ou la réforme des retraites
- Constaté avec une surprise tout aussi feinte que la qualité des services publics s'est dégradée
- Et justifier ainsi de s'attaquer à ces services publics.

Nous proposons pour notre part d'importer autre chose des États-Unis : le plan Biden contre l'évasion fiscale et la taxe sur le rachat d'actions !